Arrêté promulguant divers actes législatifs

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel,

vu l'article 74, lettre *g*, de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst. NE), du 24 septembre 2000;

vu l'article 316 de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC), du 30 octobre 2012;

sur la proposition de son président,

arrête:

Article unique Les actes législatifs suivants sont promulgués:

1. Loi portant modification de la loi sur la police du commerce (LPCom), du 2 décembre 2014.
2. Loi portant modification de la loi sur les contributions directes (LCdir), du 2 décembre 2014.
3. Loi portant révision:
 - de la loi sur le fonds d'aide aux communes (LFAC)
 - de la loi concernant la répartition de la part du canton au produit de l'impôt fédéral direct (LRIFD),du 2 décembre 2014.
4. Loi portant révision de la loi sur le financement des établissements médico-sociaux (LFinEMS), du 2 décembre 2014.
5. Décret relatif à l'adoption de la convention-cadre sur la coopération transfrontalière au sein de l'Agglomération urbaine du Doubs (AUD), du 3 décembre 2014.

L'entrée en vigueur est fixée avec effet rétroactif au **1^{er} janvier 2015**.

6. Décret portant adhésion au concordat sur les hautes écoles, du 3 décembre 2014.

L'entrée en vigueur est fixée avec effet rétroactif au **1^{er} janvier 2015**.

Neuchâtel, le 14 janvier 2015

Au nom du Conseil d'Etat:

Le président,
A. RIBAUX

La chancelière,
S. DESPLAND

(Lois et décrets publiés dans la Feuille officielle N° 51, du 19 décembre 2014)